

La *gouvernance* : un crime parfait Entretien avec Alain Deneault

Pierre Lefebvre

Numéro 300, été 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69438ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lefebvre, P. (2013). La *gouvernance* : un crime parfait : entretien avec Alain Deneault. *Liberté*, (300), 57–61.

La gouvernance : un crime parfait

ENTRETIEN AVEC
Alain Deneault

Après avoir réfléchi sur les minières et les paradis fiscaux, l'auteur de *Noir Canada* s'est penché sur l'effritement du politique au profit d'une idée qui n'est politique qu'en apparence. Dans cet entretien, nous lui avons demandé de revenir sur son dernier livre, l'important essai *Gouvernance : le management totalitaire*.

PIERRE LEFEBVRE

VOTRE DERNIER OUVRAGE, *Gouvernance : le management totalitaire*, se concentre sur la nature d'un mot. Quand le mot «gouvernance» a-t-il commencé à vous irriter? Comment vous est-il venu l'intuition que ce terme n'était pas innocent?

ALAIN DENEAULT — Au milieu des années 2000, je suis revenu de mes études en Europe. Je me suis alors intéressé aux cas d'abus en tous genres impliquant des sociétés canadiennes en Afrique. Je voulais faire une synthèse de ces enjeux-là et, pour y travailler, en plus de la documentation que j'épluchais à l'époque, je me suis intéressé à la façon dont on les traitait ici, notamment dans le monde universitaire. Je suis donc allé à des colloques, j'ai lu des ouvrages de gens réputés et j'ai été confronté à une rhétorique qui me choquait par son caractère stérile. J'étais en effet étonné de voir des gens adopter en si grand nombre ce mot de «gouvernance» et surtout de constater qu'il inférait essentiellement la «bonne» gouvernance, dans une sorte d'inflation de termes tautologiques qui, manifestement, ne menaient nulle part conceptuellement. Dans ces conférences, j'ai aussi été surpris de voir à quel point, très souvent, les gens dans la salle s'impatientaient devant des

universitaires qui n'avaient rien à dire de substantiel sur des cas qu'eux connaissaient très bien – bien qu'ils n'étaient souvent pas des universitaires, mais en bonne partie des ressortissants de pays d'Afrique qui en avaient long à dire. J'ajouterais que leurs interventions, lors des périodes de questions, étaient plus riches, plus circonstanciées et plus vivantes que tout ce que pouvaient dire les «experts» siégeant à la tribune. C'est là que j'ai commencé à être titillé. On se trouvait alors, dans le domaine de l'expertise et de la pensée savante et autorisée, confrontés à un phénomène d'inflation de déverbaux constitués de participes présents : la *survivance*, la *migrance*, la *dirigeance*, etc. C'était très étrange...

Pouvez-vous en dire plus sur cet usage du participe présent?

C'est la lecture de Jacques Derrida, plus précisément ce qu'il avance autour de la *différance*, avec un *a*, qui m'a incité à réfléchir à la puissance et aux conséquences de tels néologismes. Évidemment, la gouvernance, c'est le contraire de la *différance*, dans le sens où c'est un anticoncept, alors que la *différance*, c'est un concept qui vise à radicaliser une sorte de réserve philosophique qu'on doit avoir par rapport à toute proposition de langage, à savoir que le sens n'est jamais épuisé dans un

terme, une expression ou une proposition. Quand Derrida analyse cette fabrication d'un substantif à partir d'un participe présent, il affirme que le participe présent substantivé agit à la fois sur un mode tendu entre la passivité et l'activité. C'est là tout le problème de la gouvernance : quand on est *gouvernant*, on est, si on se fie à la dimension passive de l'expression, comme dans un état éthéré de gestion. On gère alors sur un mode absolu, sans début ni fin, parce que c'est un *état* de gestion qui n'est au service d'aucune politique, essentiellement parce que, de façon subliminale, la gouvernance naturalise le néolibéralisme et se place à son service. C'est comme s'il n'existait pas d'autres possibilités et que, désormais, le débat ne pouvait porter que sur la manière de gérer le néolibéralisme sur le mode de la gouvernance. Ça implique donc qu'on est, et pour l'éternité, dans une sorte de *gouvernementalité* sans début ni fin, dans une sorte de passivité, au fond, qui ne connaîtra pas d'interruption, de chaos ou de rupture et qui, en même temps, sera toujours portée aux nues. Parler au contraire strictement de la *gestion*, c'est parler de quelque chose d'assez trivial et fonctionnel, tandis que la *gouvernance* consiste à hisser le fait de gérer au rang de

politiques incarnés par la présidence, qui orientent la vie en collectivité. On sait bien que les choses ne se passent jamais aussi rondement et d'une manière aussi pure, mais il reste que le principe est de cette nature-là. Gouverner, on devrait en être conscient, c'est quelque chose d'assez humble. La gouvernance, par contre, c'est l'inversion de ce rapport. C'est l'idée qu'au fond, ce qui compte, ce n'est pas de délibérer sur un principe fondamental, sur une politique qui orientera les décisions du gouvernement, mais simplement de bien faire la *job*. C'est l'idée que tout ce qu'il nous reste à faire, c'est de nous contenter de gérer, parce qu'il n'y a plus de politique; celle-ci a été, en quelque sorte, absorbée dans les principes néolibéraux, et ce, au point où on n'en parle même plus. La gouvernance, donc, sape la possibilité même de la discussion. Pire encore, elle se substitue à des termes comme *démocratie* qui, historiquement, sont significatifs, pour la simple raison qu'ils renvoient à une mémoire historique et à un patrimoine commun. Du moment qu'on radie ces termes-là au profit d'un mot qui, lui, ne veut strictement rien dire parce que c'est un néologisme très vague, on se retrouve dans une situation où les mots ne rendent plus savant, mais ignorant.

La gouvernance, c'est l'idée que ce qui compte, ce n'est pas de délibérer sur une politique qui orientera les décisions du gouvernement, mais simplement de bien faire la *job*. C'est l'idée que tout ce qu'il nous reste à faire, c'est de nous contenter de gérer.

chose supérieure ou transcendante. Quand Derrida analyse ce genre de concepts, il dit également que quelque chose chez eux marque un rapport de continuité qui est, en même temps, très actif, car ces termes travaillent le réel; ils « mordent » le réel. Ce qu'on pourrait dire quant à la dimension active de la gouvernance concerne une vieille acception du verbe gouverner, à savoir « *bien se gouverner* », en gros, donc, la rectitude. La gouvernance, c'est donc, d'une part, l'élévation passive de la gestion au rang transcendant de ce qui se substitue à la politique – étant donné que l'on n'a plus à débattre des principes qui fondent la vie en collectivité – et, d'autre part, l'injonction active à bien se tenir politiquement, à bien se comporter, à bien parler, à bien s'organiser, à bien collaborer selon des codes, des normes, des structures imposés par des groupes de réflexion autorisés par les puissants.

À ce moment-là, quelle serait la différence entre gouverner et la gouvernance ?

Si on reprend la structure républicaine type de l'État, le gouvernement gère l'État en fonction d'une politique établie par une présidence. Dans le cadre d'un débat public, gouverner passe donc pour une chose triviale par rapport aux principes

La pensée politique de la gouvernance ne dote le citoyen d'aucune modalité pour penser son monde et, même, l'en prive, étant donné que ce citoyen-là, historiquement, est beaucoup plus fort quand il réfléchit son monde dans les termes de la citoyenneté, de la démocratie, de la souveraineté politique, du républicanisme et de tout ce qui a pu faire, au fil des siècles, la pensée du peuple. Si l'on censure ou déclare caduc ce vocabulaire-là au profit d'expressions managériales insignifiantes, par exemple « le développement durable », « l'acceptabilité sociale », « la sécurité humaine », « la tolérance à l'ambiguïté », etc., on force les peuples à penser dans des mots qui ne renvoient à aucune mémoire, sans aucune précision. Du coup, on laisse les sémanticiens autoriser et définir à leur guise, et souvent de manière contradictoire selon les circonstances, le sens des mots.

Quand ce fameux mot apparaît-il ?

On trouve d'abord des traces de « gouvernance » aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Le mot veut parfois dire l'activité du gouvernement, mais plus souvent le fait moral de bien se tenir. Ensuite, le terme tombe complètement dans l'oubli pour resurgir, à la fin du vingtième siècle, au moment

où pullulent les scandales et les malversations au sein de divers conseils d'administration d'entreprises privées. Des théoriciens de l'organisation proposent alors, sous l'appellation de *gouvernance*, un certain nombre de règles de bonne gestion et d'éthique managériale visant à redonner confiance, non sans marketing institutionnel, aux clients, aux investisseurs, bref à différents partenaires commerciaux. Jusque-là on peut suivre; c'était un problème interne des organisations privées, circonscrit. Ça devient par contre inquiétant quand on l'intègre à la chose publique. Dans les années quatre-vingt, Margaret Thatcher inverse la hiérarchie référentielle et fait de la gouvernance le modèle dont il faut s'inspirer. La gouvernance managériale devient le modèle de l'État. La constitution de l'État devient donc pour lui ce que la gouvernance est à l'entreprise. À partir de là, non seulement le modèle de l'entreprise est récupéré pour donner à l'État un cadre exemplaire, mais l'État lui-même s'emploie à favoriser l'essor des entreprises, sous l'appellation de «bonne gouvernance», en donnant aux autorités privées le plus de place possible dans la société et en pensant l'organisation de la vie publique comme une orchestration de la participation des «parties prenantes» de la vie sociale, en fonction de leur pouvoir effectif. L'État ne tranche pas en fonction du bien commun, mais laisse des acteurs présentés explicitement comme inégaux établir des relations de pouvoir entre eux.

Mais pour que ce mot connaisse un tel succès, il doit être légitimé. Comment légitime-t-on un mot qui n'a ni corps ni historicité?

Dans un premier temps, le modèle de Thatcher sera adopté par la Banque mondiale qui en fera la promotion en même temps qu'apparaissent des groupes de pression comme la Commission on Global Governance, une entité *ad hoc*, reconnue par l'ONU, réunissant diverses figures publiques du domaine du développement, de la diplomatie ou des affaires. Le terme s'impose ainsi peu à peu auprès des pays du Sud et, après l'échec des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, par la voie de la gouvernance, on a amené les États du Sud à se structurer de façon à les faire passer pour responsables du fait d'être capables ou non d'attirer des investisseurs étrangers, même si c'est la Banque mondiale et le FMI qui leur avaient imposé ces plans d'ajustement structurel, c'étaient bien eux qui étaient symboliquement responsables de la suite des choses. C'est, en effet, à leur initiative qu'on organisait la vie nationale sur un mode qui était clairement celui de l'ingérence politique. Et maintenant, dans le cadre de la rhétorique de la bonne gouvernance qu'on applique de plus en plus, les pays sont responsables d'agencer, de structurer leurs institutions de façon à attirer ou non les investisseurs, en fonction de leurs mérites respectifs. On plonge donc complètement dans cette logique à la Thatcher. Après, on n'a pas toutes les traces, mais, très clairement, le mot gouvernance, dans les pays du Sud autant que dans les pays du Nord, est devenu incontournable et, surtout, subventionné. Les organisations dites non gouvernementales ou les universitaires, par exemple, se sont retrouvés à utiliser ce terme fortement subventionné, notamment parce qu'il devenait incontournable. Dans les textes de l'Institute on Governance, un *think tank* d'Ottawa, on trouve

des passages très clairs suggérant aux organisations non gouvernementales de formater leur propre fonctionnement interne sur le modèle de la gouvernance pour démontrer qu'elles sont compatibles avec lui. Les ONG ont donc intérêt à se structurer sur le mode de la «bonne gouvernance», car elles auront alors une reconnaissance qui les amènera à croître, à obtenir des subventions et à signer des partenariats. Chez les universitaires, par contre, il est à peu près clair que l'on n'a pas à imposer un langage. On n'a qu'à subventionner ceux qui parlent dans les termes qui sourient aux bailleurs de fonds, les chercheurs l'ont bien compris. Il est assez fascinant de voir que dans certains domaines, comme l'administration, ou dans certains départements de science politique, à peu près tout le monde se dit spécialiste de la gouvernance! Et comme c'est un mot-valise, cela n'engage à rien.

Vous avez affirmé tout à l'heure que la gouvernance fait, au final, l'économie du politique. Est-ce ainsi qu'il faut entendre le sous-titre de votre livre : le *management totalitaire*? La gouvernance est-elle, nécessairement, antidémocratique?

La gouvernance, c'est le contraire de la démocratie. La démocratie, qui n'est pas un régime, suppose qu'on reconnaît qu'il n'y a aucune justification ultime à toute hiérarchie, qu'aucune hiérarchie ne peut ultimement fonder le fait qu'on situe certains penseurs en haut de l'échelle et certains en bas. Rien ne justifie que certains soient autorisés à donner des ordres et que d'autres soient dans l'obligation d'y obéir. La démocratie suppose donc que l'intelligence est donnée en partage et que la seule modalité qui soit démocratique est le tirage au sort; on n'est pas obligé d'être pour le tirage au sort ou pour un processus semblable d'attribution des parts et des places, mais, si on est contre, on n'est pas démocrate. On est autre chose : élitiste, ploutocrate, oligarque, népotiste... La gouvernance, elle, consiste précisément en une modalité de gestion de la chose publique en fonction des inégalités occurrentes. On établit le principe que la gouvernance tourne autour de projets de nature privée qui mettent en présence ceux qui y croient, et qui dès lors sont le plus à même de les réaliser, pour la simple raison qu'ils y reconnaissent leurs intérêts. Si l'on veut mener des projets d'exploitation minière dans le Nord du Québec, on va ainsi intégrer, dans le cadre d'une discussion, des représentants des communautés locales, des représentants des Amérindiens, des écologistes, des représentants du bien public, des ONG, des parlementaires, des industries, etc., et on va obligatoirement établir un «consensus». Le plus triste dans cette mascarade, c'est de voir que l'État ne perd pas ses prérogatives, mais qu'au contraire, il les privatise; il n'est qu'un partenaire parmi les autres. Et tous les partenaires doivent croire au projet, sinon on les en exclut, et de façon implicite. C'est comme ça qu'on voit des environmentalistes être tenus de faire des sortes de *coming out* capitalistes en déclarant qu'ils sont pour le développement, mais à certaines conditions. On n'entendra jamais quelqu'un dire qu'il est absolument contre ce type d'approches-là. Faire une telle chose, c'est se condamner à l'inexistence. C'est perdre sa place à la table des décideurs. Et à cette table, l'État sera simplement un partenaire parmi les autres, qui mettra au profit

du projet toutes les prérogatives qui sont les siennes en termes d'accréditation, de valorisation, de légitimation des projets, mais aussi ses pouvoirs de réglementer et surtout de déréglementer. C'est tout cela qui est à l'œuvre dans la gouvernance. Maintenant, pourquoi *totalitaire*? Parce que la théorie de la «bonne gouvernance», à la manière du somnambule, fonctionne par analogie. Tout est traversé par les principes de gouvernance et le terme permet de dire ce qu'il en est de toute relation à plusieurs. Comme c'est un terme qui ne veut rien dire et ne renvoie à aucune philologie, les puissants qui ont accès à la parole publique la forgent, la créent, et ont tout le loisir de définir à tout moment ce qu'il en est du sens même de ce mot très plastique. J'ai voulu aussi, par l'étude de ce terme, prolonger un travail antérieur sur le statut de la souveraineté politique dans un monde largement dominé par des acteurs enregistrant leurs activités dans les paradis fiscaux et

sociaux qui gèrent la finance, le transport maritime, l'industrie, les assurances, entre autres activités ayant cours dans les paradis fiscaux, ne voient plus dans les États traditionnels que des marchés, en marge desquels tout se décide. Ce sont ces acteurs-là, aujourd'hui, qui sont souverains, bien plus que les États. On observe, par exemple, une privatisation accrue des guerres. On peut très bien, désormais, depuis ces zones *offshores*, corrompre des chefs d'État, mobiliser des mercenaires, pratiquer le trafic d'armes de façon tout à fait privée. On tend moins à demander à l'armée de son État d'intervenir, comme cela a été beaucoup fait au vingtième siècle par les États-Unis qui ont envoyé la leur en Amérique latine pour défendre les intérêts des entreprises américaines. Aujourd'hui, une entreprise peut très bien se passer de l'État pour ça et se lancer dans une guerre privée. Signe de la souveraineté des entreprises une fois qu'elles opèrent *offshore*.

La gouvernance est un terme tellement désincarné qu'il est difficile de considérer que ceux qui l'utilisent, dans l'exercice de leurs fonctions et dans le cours de leur carrière, soient responsables de quoi que ce soit.

les législations de complaisance. Les législations de complaisance sont des États qui ont pour vocation essentielle de permettre à des acteurs qui se trouvent soumis à des contraintes, qu'elles soient de nature fiscale, réglementaire, sécuritaire, politique, de les contourner en enregistrant leurs activités là où l'on préconise le laisser-faire. Cela peut se concentrer dans certains secteurs, comme le domaine des mines au Canada. La moitié des flux financiers mondiaux transitent par les paradis fiscaux, car l'oligarchie souhaite le plus possible, par la délocalisation stratégique de certaines opérations, faire l'économie d'un maximum de contraintes. La gouvernance est une façon pour ces acteurs puissants d'atteindre leurs objectifs sans devoir délocaliser, en tout ou en partie, leurs opérations. Il s'agit toujours de réduire au maximum les contraintes en vigueur lorsqu'on évolue en société...

Est-ce à dire que les États ne peuvent plus imposer quoi que ce soit de conséquent?

Ils ne peuvent plus décider sur un mode déterminant dans l'histoire. En témoigne très nettement la pauvreté des campagnes électorales. On se rend compte que la politique ne fait plus le poids par rapport aux enjeux criants de notre époque. Pourquoi? Parce que la délocalisation des points d'enregistrement des institutions privées a permis à des acteurs de contourner les contraintes d'États où était censée prévaloir la règle des droits et des devoirs pour tous. Grâce à ce tour de passe-passe, ils se sont institués en acteurs capables de prendre des décisions qui produisent des effets dans l'histoire. Les acteurs

Cela me rappelle la fameuse expression *too big to fail*, qui semble se métamorphoser dans certains cas en *too big to prosecute*.

Aujourd'hui, on ne parle plus tellement d'État, mais d'économies, au pluriel : le Brésil est une économie, Coca-Cola est une économie, la France est une économie et Total est une économie. Et quand on fait la liste de ces économies-là, on réalise que, parmi les cent premières, la majorité est privée. C'est là que la question de la gouvernance intervient. Dans un pareil contexte, on ne va quand même pas concéder aux États le pouvoir discrétionnaire de délibérer sur ce qui relève de la chose commune. On va au contraire imaginer un régime qui intègre les instances politiques dans un ordre délibérant qui donne la part belle aux entreprises privées, en admettant notamment, comme principe fondamental, les inégalités. On est donc dans un monde qui tend à organiser, sur un mode bizarrement légal, le retour à l'état de nature. Alors que dans la théorie politique, les États existent précisément pour qu'on y échappe. Maintenant, non seulement on retourne à cet état de nature, mais on y retourne par le biais d'un régime qui organise la loi du plus fort.

La gouvernance, c'est la gestion pour elle-même. Cela me fait beaucoup penser à la communication, qui, elle aussi, semble se faire désormais pour elle-même. Aujourd'hui, communiquer est un verbe intransitif. On ne communique plus quelque chose à quelqu'un, on communique, on fait de la communication. C'est devenu une discipline en soi.

La *gouvernance* est un terme tellement désincarné qu'il est difficile de considérer que ceux qui l'utilisent, dans l'exercice de leurs fonctions et dans le cours de leur carrière, soient responsables de quoi que ce soit. Car il y a quelque chose d'irresponsable à se référer à un cadre aussi stérile pour prétendre penser des situations historiques contingentes et, souvent, graves. Comment peut-on, avec ce jargon-là, penser sur un mode vital les enjeux relatifs à l'exploitation du territoire nordique du Québec? Comment peut-on, avec un discours comme celui-là, réfléchir à la guerre au Mali? Dès qu'on pense avec ce jargon-là, on est handicapé! Et c'est là qu'on se rend compte que la censure, aujourd'hui, ne procède pas par effet de rature, de suppression ou d'interdiction. Elle procède par l'élaboration de termes qui comportent, eux-mêmes, leurs points aveugles et qui, donc, rendent myopes, rendent bêtes. Et cette bêtise-là porte le nom de *savoir*, porte le nom de *politique*, porte le nom d'*expertise*. Toutefois, il est impossible de communiquer sans communiquer quoi que ce soit, impossible de gérer sans gérer quoi que ce soit. Le problème des modalités idéologiques occurrentes, c'est qu'elles occultent la réflexion sur les prémices de ce qu'on dit ou de ce qu'on gère pour limiter la conscience au seul fait d'une exécution, qui rend tabou toute forme de réflexivité, tout retour sur elle-même. Un tel procédé est une mise à mal de la philosophie. Il est tout à fait à propos, dans ce contexte, de se remémorer la phrase de Gilles Deleuze qui disait qu'un régime totalitaire se reconnaît à son intolérance à la philosophie.

les auteurs de cette révolution sont arrivés à une transformation fondamentale du langage, sans qu'il n'y paraisse, par un dégradé qui fait qu'aujourd'hui on parle de moins en moins de démocratie. Et quand on en parle, c'est pour débouler sur ce jargon de la bonne gouvernance. Lorsqu'on parle de citoyenneté, c'est tout de suite pour se présenter comme partenaire; lorsqu'on pense en termes d'actions politiques, on devient automatiquement un lobbyiste pour ses petits intérêts; lorsqu'on réfléchit en termes de peuple, on se voit tout de suite ramené à une société civile constituée de grappes d'organisations gérées à la manière d'entreprises privées, avec la même pensée néolibérale qui consiste à conférer un pouvoir politique souverain aux grandes instances industrielles, commerciales et financières. En cela, il s'agit d'une révolution qui a des allures de crime parfait. Pour la contrer, j'ai écrit une conclusion qui vise plutôt à pointer vers une direction. Je pense en effet qu'il nous faut revenir à un effort de langage, à une pensée critique rigoureuse et, concrètement, revenir à des verbes infinitifs. Il faut se secouer, s'extraire d'habitudes lexicales qu'on nous a inculquées à grand renfort de budgets, avec la complicité, pour ne pas dire la collaboration, et je pèse mes mots, d'universitaires, de responsables d'ONG et d'experts en tous genres. Il faut se remettre à penser sur un mode dynamique – bien que je n'aime pas le mot *dynamique*, parce qu'il a été récupéré –, disons donc sur un mode *vital*, établir un rapport au monde qui appelle l'originalité, l'indépendance, et la méfiance aussi. Quand on y sera arrivé,

Lorsqu'on parle de citoyenneté, c'est tout de suite pour se présenter comme partenaire; lorsqu'on pense en termes d'actions politiques, on devient automatiquement un lobbyiste pour ses petits intérêts ; lorsqu'on réfléchit en termes de peuple, on se voit tout de suite ramené à une société civile.

Pour évoquer l'effet ravageur de la gouvernance, vous n'hésitez pas à utiliser le terme «révolution». Peut-on alors penser à une contre-révolution?

Le mot *révolution* peut sembler très fort, mais je le distingue d'occurrences romantiques ou dramatiques. Il s'agit d'une révolution dans le sens où, une révolution, essentiellement, c'est une transformation radicale du langage. Il n'y a pas de révolution qui ne s'accompagne d'une nouvelle sémantique. En Russie, par exemple, on ne parle pas de la même manière avant qu'après 1917. Même chose pour la révolution industrielle. Ce sont les mots mêmes, qui constituent notre rapport au monde, qui changent fondamentalement, en ce moment, quant à la gouvernance, sur un mode très doux, imperceptible, subliminal. Avec beaucoup de brio, beaucoup de doigté,

le reste dépendra des circonstances. Je ne vais surtout pas faire ce que je dénonce et présenter une sorte de trousse applicable en toute circonstance... La contre-révolution est donc non seulement dans le refus de toute cette «quincaillerie» conceptuelle qu'on nous impose, mais dans la reprise d'une pensée qui suppose, forcément, une émancipation de l'originalité et de la puissance du peuple. **L**

Alain Deneault est titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Paris-VIII et a enseigné au Département de science politique de l'Université de Montréal. Il est l'auteur de plusieurs essais, dont *Noir Canada*, *Offshore* et *Faire l'économie de la haine*, tous publiés chez Écosociété. Son dernier ouvrage, *Gouvernance : le management totalitaire*, est paru chez Lux Éditeur en 2013.